

« Choose France For Higher Education » : l'autonomie et l'attractivité des universités sont en jeu

France Universités réagit aux annonces du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace sur l'accueil des étudiants internationaux extra-communautaires.

En généralisant l'application de droits différenciés, les mesures envisagées se heurtent de prime abord aux valeurs humanistes d'accueil et d'ouverture des universités aux étudiants et étudiantes du monde entier. Cette question doit cependant être abordée avec nuance, la valeur symbolique des droits d'inscription à l'université étant très différente selon les pays. Toutefois, les études disponibles montrent que les tarifs qui seraient désormais applicables produiront un effet d'éviction (renoncement à l'inscription) plus marqué dans les pays les plus défavorisés. Rappelons que la venue d'étudiants internationaux rapporte à l'économie française un bénéfice net estimé à 1,35 milliard d'euros par an, comme l'a montré [Campus France](#).

Appliquer les droits différenciés à au moins 90 % des étudiants extra-communautaires ne permettra pas de limiter les effets d'éviction, sauf à mettre en place des systèmes de bourses producteurs d'inflation bureaucratique. Dans ce contexte, France Universités s'oppose à la réduction particulièrement marquée et brutale des marges de manœuvre qui existaient jusqu'alors dans chaque établissement. Chacun doit pouvoir avoir les moyens de s'adapter aux enjeux de rayonnement international dans son périmètre d'excellence et de répondre aux attentes de son territoire : les filières ou disciplines d'intérêt ne peuvent donc pas être exclusivement définies à l'échelon national. C'est un nouveau coup porté à l'autonomie des universités.

La recherche pourrait être elle aussi considérablement fragilisée, la science ne connaissant pas de frontières. Dans un contexte de compétition internationale accrue, l'accès à nos universités des étudiants internationaux extra-communautaires est un facteur déterminant pour l'influence académique et scientifique de notre pays, notamment dans l'espace francophone. L'amélioration annoncée de la continuité des visas master/doctorat (statut étudiant à salarié) va dans le bon sens. Il est cependant impératif que les doctorantes et doctorants continuent d'être exclus du dispositif des droits différenciés et que les établissements aient les marges de manœuvre nécessaires pour proposer des parcours master/doctorat attractifs.

France Universités souligne par ailleurs que le calendrier envisagé, avec une mise en œuvre dès la rentrée 2026, n'est pas réaliste : les étudiants internationaux ont déjà orienté leur choix et les établissements communiquent sur les conditions d'exonération. Cette annonce tardive ne peut que provoquer des difficultés importantes lors de l'accueil des étudiants concernés en septembre.

Enfin, même s'il ne s'agit pas du sujet central ici, il convient de rappeler que l'application des droits différenciés ne pourra, en aucun cas, constituer une réponse magique au sous-financement chronique des universités.

Dans ce contexte, France Universités appelle à la cohérence des politiques publiques, au respect de l'autonomie des universités pour accueillir dans les meilleures conditions les étudiants internationaux, qui sont [une richesse pour la France](#), à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

À propos de France Universités

France Universités est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique, inscrite dans le code de l'éducation. Elle rassemble les présidentes et présidents des universités et établissements publics d'Enseignement supérieur et de Recherche, dont elle porte la voix et les valeurs dans la société. France Universités est également force de proposition dans le débat public et politique, auprès des décideurs, des réseaux de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales.

Contact presse :

Bastien Florenty

Chargé des relations presse

bastien.florenty@franceuniversites.fr

06 64 06 69 36